

Élections
européennes
p. 3

Villeneuve-de-la-Raho

GOLF

UN NON SENS

p. 4/5

2 € - N°4015 - Du 22 au 28 mars 2024



• **CGT66**

Un congrès dynamique p.7

• **Expo**

Street Art p.11

• **Russie**

Poutine p.15

l'Édito

Non au CETA



René Granmont

Depuis son entrée en vigueur en 2017, le *Comprehensive Economic and Trade Agreement*, le fameux CETA, cet accord commercial entre l'Union européenne et le Canada, est de retour dans le débat public grâce aux sénateurs du groupe Communiste, Républicain, Citoyen, Ecologiste-Kanaky. Cet accord, symbole d'un libéralisme des plus débridés, lève les barrières douanières sur l'essentiel des biens et des services et ouvre la porte au dumping social et environnemental et à une concurrence effrénée. C'est un modèle destructeur pour l'environnement et nos conditions sociales, mais aussi nos services publics. Alors que les clauses

miroirs, censées éviter les distorsions de concurrence et refuser les produits importés dans des conditions de production interdites dans l'Union européenne, sont inexistantes, le CETA va inonder le marché de poulets nourris aux farines animales et aux antibiotiques ou de colza dopé aux OGM. C'est donc une bombe sanitaire en plus d'être une menace mortelle pour notre agriculture. Cet accord, comme tous les

accords du même type, va produire de profondes régressions dans le droit du travail. Et surtout, il comporte des clauses sur le règlement des différends par des instances privées, hors de toute juridiction publique.

Durant l'été 2019, le gouvernement avait fait adopter le CETA en catimini à l'Assemblée nationale. Mais il refuse depuis, de l'inscrire à l'ordre du jour du Sénat car... il n'est pas sûr de remporter le vote. Encore un déni démocratique grave, car après le 49.3 à répétition, les ordonnances pour couper le budget sans passer par le Parlement, le gouvernement refuse d'inscrire un projet si important pour la vie de toutes et tous.

Aussi, jeudi 21 mars, à l'occasion de leur niche parlementaire, les sénateurs communistes et leurs amis ont décidé de redonner le pouvoir aux représentants du peuple en inscrivant, malgré les pressions, le CETA à l'ordre du jour et d'offrir ainsi à chaque parlementaire l'occasion de se prononcer. À l'heure où ces lignes sont écrites on ne connaît pas encore le résultat du vote au Sénat. Mais le rejet de l'accord serait un coup de tonnerre politique qui résonnerait dans toute l'Union européenne. Cela répondrait aux attentes des travailleurs qui veulent vivre dignement de leur travail, mais aussi des citoyens qui veulent consommer de la qualité.

Le 21 mars doit ouvrir le temps d'une renégociation de tous les traités de libre-échange en cours et, au-delà, d'une autre mondialisation, mutuellement avantageuse pour les peuples, un monde de coopération et d'échanges.

Annonces

→ **UPTC. Femmes kurdes, liberté ! Conférence de Sylvie Jan**
Vendredi 22 mars à 18h30 – Maison des communistes, 44, avenue de Prades à Perpignan.

→ **Hommage à Rose Blanc**
Samedi 23 mars à 11h – Stèle, Angle rue Anatole-France et Frédéric-Mistral à Perpignan.

→ **Dans les pas de la Résistance 1939-1945. Conférence de Raymond San Geroteo**

Samedi 23 mars à 18h – Salle de l'Union à Céret.

→ **Fraliberthé 66. Vente de thés et d'infusions**
Jeudi 28 mars de 14h30 à 17h – Maison des syndicats, 8 rue de la Garrigole à Perpignan.

→ **Festival « Au cinéma pour les droits humains »**
Vendredi 22 mars Cinéma Jaurès Argelès à 18h30 « *Apnea* », à 21h « *Lost country* ».

Jeudi 28 mars Chambre des métiers Rivesaltes à partir de 9h30 : 7 courts métrages pour 7 EDH.

→ **Les extrêmes droites en Europe. État des lieux et perspectives**
Vendredi 22 mars de 14h30 à 19h - Conférences de la Fondation Gabriel Péri en visio, pour s'inscrire : <http://66.pcf.fr/127817>.

RÉUNION PUBLIQUE

**L'INFLATION, QUI EN PROFITE?
COMMENT LA COMBATTRE?**

Les communistes vous invitent à
DÉBATTRE

**Avec Evelyne
TERNANT**

*Economiste, membre de la
direction nationale du PCF*



**Vendredi 29 mars 2024
à 18h**

**PARKING &
ENTREE LIBRE**

**Salle GAVROCHE
ELNE**



Le Travailleur Catalan

44 av. de Prades - 66000 Perpignan
Tél. 04 68 67 00 88
mail : letravailleurcatalan@letc.fr
Site : www.letc.fr
Commission Paritaire N° 0424 C 84 621
N° ISSN 1279-2039

Gérant / Directeur de publication :
Jean Vilert
Maquette : Corinne Coquet
Une : © Corinne Coquet
Illustrations : © Delgé
Impression : Imprimerie Salvador
33 bd.d'Archimède - 66200 Elne (France)

Webmaster :
Corinne Coquet / Dominique Gerbaut
Publicité :
Richard Siméon



Habilité à la parution
de vos **annonces
légales.**
Contactez-nous par
mail : legales@letc.fr

Élections européennes

Le PCF a présenté sa liste

La liste « Reprenons la main en France et en Europe » menée par le communiste Léon Deffontaines a été dévoilée au lendemain du vote approbateur des adhérents.

Léon Deffontaines, au cours d'une conférence de presse, a détaillé ses priorités, aux côtés des représentants de « *la gauche unie pour le monde du travail* ». Celles-ci reposent sur trois piliers : pouvoir d'achat, écologie et paix. Concernant le pouvoir d'achat, « *nous voulons que l'Europe de demain, celle du futur, soit un levier pour réindustrialiser notre pays et notre continent, plutôt que de développer la mise en concurrence des travailleurs et des usines* », a déclaré Léon Deffontaines. Quant à l'environnement, « *je souhaite faire de l'écologie une des priorités que nous allons mener* ». Pour cela le tête de liste propose de grands travaux : réindustrialisation, souveraineté alimentaire, ferroviaire... Enfin s'agissant de la paix, Léon Deffontaines insiste sur la nécessité d'aider la population ukrainienne, notamment par des envois d'armes, « *pour permettre à l'Ukraine de se défendre* ». Parallèlement, « *la France et l'Union européenne doivent porter un traité de paix* », avec un cessez-le-feu à la clé et le statut de neutralité de l'Ukraine, qui n'entrera ni dans l'UE, ni dans l'OTAN.

Une liste ambitieuse

Le Parti communiste français affiche une stratégie audacieuse. Conduite par Léon Deffontaines, cette liste incarne une volonté de renouveau et d'union à gauche. Elle comporte des figures marquantes comme Emmanuel Maurel, euro-député sortant (Gauche républicaine et socialiste),

Samia Jaber (L'engagement), Isabelle Amaglio-Térisse (Radicaux de gauche), et Muriel Ressiguié (ex-FI), apportant ainsi un large éventail d'expériences et de perspectives. Elle se distingue aussi par l'accueil de candidats venant directement du monde du travail et de milieux sociaux engagés, à l'instar de Sigrid Gérardin (syndicaliste enseignant), Fabien Gâche (engagé pour les droits des retraités), Marylène Faure (déléguée syndicale EDF) et Manon Ovion (syndicaliste à Vertbaudet). Leur participation souligne l'engagement du PCF en faveur des droits des travailleurs et son désir de faire entendre au Parlement européen les voix de ceux qui luttent quotidiennement pour la justice sociale et économique. Des personnalités du PCF comme André Chassaing, président du groupe communiste à l'Assemblée nationale, référent Politique agricole commune (PAC) et Cécile Cukierman, présidente du groupe CRCE au Sénat, ainsi que la présence symbolique de Fabien Roussel viennent renforcer cette équipe, signalant une identité forte tout en s'ouvrant à des collaborations inédites.

La vitalité de cette liste montre son engagement à construire une Europe plus juste, démocratique et solidaire. Une campagne ambitieuse et dynamique, profondément ancrée dans les réalités sociales est lancée.

Dominique Gerbault

→ Édith Pugnet, candidate sur la liste conduite par Léon Deffontaines



Édith Pugnet, maire de Cabestany.

À la 51^e position, la maire de Cabestany fera campagne avec des candidates et candidats communistes mais aussi des syndicalistes du secteur public et privé, ainsi que des femmes et des hommes issus d'autres formations, pour changer la donne en Europe en reprenant la main sur les affaires et les décisions qui nous concernent tous et dont pourtant les intéres-

sés sont exclus.

Trois raisons d'être présente dans cette confrontation d'idées

En tant que salariée, elle connaît le prix des contraintes du travail et d'une perte de pouvoir d'achat liée à la stagnation des éléments de rémunération des agents de la fonction

publique. Salariée du public, elle sait les menaces qui, sans cesse, érodent la qualité du service rendu aux usagers et aux populations en général. Le rôle de l'Europe qui organise la suprématie des lois du marché n'y est pas pour rien.

En tant que femme, elle connaît les difficultés de l'assignation à la double peine qui est celle de la fatigue du travail cumulée avec les tâches domestiques. Elle connaît les difficultés d'accès aux services pour aider à la prise en charge des tout-petits, puis de l'éducation des enfants. Un environnement que l'Europe n'améliore pas.

Enfin, en tant qu'élue locale, elle a à cœur d'apporter des réponses concrètes à ses concitoyens en quête d'épanouissement individuel, d'accès aux services publics, de droit au logement, de démocratie directe pour avoir prise sur son environnement direct.

Mais Édith, c'est aussi l'attachement à des valeurs universelles de paix, de solidarité et de justice sociale et environnementale. Sa candidature n'est pas le produit de tractations de coulisses et de théâtre d'ombres. Édith est une femme libre sur laquelle on peut compter.

Michel Coronas

Villeneuve-de-la-Raho

Énorme ! 4 000 !

Le « Non Sens » du projet d'aménagement d'un golf et d'un nouveau village, 600 logements, sur la commune de la « Raison » (Rao en catalan) a été largement et clairement perçu.

Qui aurait pu prévoir ce nombre, cette diversité, cette mobilisation bon enfant mais déterminée ? Les habitués des causes environnementales, collectifs et associations diverses, presque étonnés, se sont évidemment réjouis d'une telle participation. Un rassemblement très large qui pèsera sur les décisions à venir. Il y avait là des jeunes, des personnes âgées, des habitués, des primo-manifestants, des cyclistes, ceux de « Vélo en Têt » et beaucoup d'autres, des enfants avec leurs parents, des petites associations et des grosses (Soulèvements de la Terre, Viure, Alternatiba...). Colorée, avec pancartes explicites et banderoles, la déambulation, animée par quelques musiciens



de talent et par des chants composés pour l'occasion, a duré plus d'une heure pour atteindre la mairie. Colère et humour noir, d'un côté, et quelques bons mots et slogans pour égayer et renforcer le propos : « Golf, pas Bien

venu au Club » ; « Boire ou loisir, il faut choisir » ; « S-Eau-S » : « La guerre du Golf est déclarée » ; « On a déjà bien assez de trous de balle » et bien d'autres encore. À leurs côtés, les partis de gauche étaient là et quelques syndicats

es-qualité (CGT, Solidaires et FSU). Le PCF, dont de nombreux militants s'étaient donné rendez-vous, le NPA, le PS, la France Insoumise et, sans surprise, les Écologistes. Il y avait aussi, bien entendu, la Confédération Paysanne, préparant le repas avec de bons produits. La manifestation s'est dirigée ensuite sur le chantier lui-même, plantant arbres et plantes grasses comme s'il s'agissait de donner des idées nouvelles au préfet et à la municipalité. Ce premier round contre le projet est remporté largement. Reste à construire la suite. Des recours juridiques suivent leur chemin et nul doute que les juges seront attentifs à la suite de la mobilisation. Faudra-t-il recommencer ?

Michel Marc

On marche sur la tête !

Les communistes des P.-O. ont manifesté contre le projet global du golf.

La fédération du PCF66 avait appelé à se mobiliser contre le projet de golf à Villeneuve-de-la-Raho pour plusieurs raisons. La première, c'est l'enjeu climatique. Alors que les nappes phréatiques sont au plus bas et n'assurent plus la survie des agriculteurs et viticulteurs, ce projet de golf, gourmand en eau et destructeur de la biodiversité, est superflu et dangereux. S'il y a possibilité d'utiliser les eaux usées recyclées, ce doit être au bénéfice de la culture ou de projets vitaux.

La deuxième raison est celle du logement. Alors que nombre de jeunes ménages ne trouvent pas à se loger par manque de logements sociaux (13,6% à Villeneuve de la Raho au lieu des 20% prévus par la loi SRU), vouloir construire 600 logements de luxe est une véritable provocation, qui ne ferait qu'entretenir la spéculation immobilière et la flambée des prix.

Enfin, la question de l'utilité économique de ce golf est posée. Il y a déjà 2 golfs à proximité qui génèrent peu d'emplois (50 CDI pour Saint-Cyprien), et n'ont pas drainé nombre d'entreprises à leur suite. Or la municipalité veut continuer dans son entreprise de construire une ville pour les riches et d'y exclure les couches populaires. Le projet de golf est un élément majeur de sa stratégie. Les habi-

tants de notre département souffrent suffisamment d'une politique de prix chers, d'emplois saisonniers et de salaires faibles, nous ne laisserons pas faire.

Dès mi-février, les communistes ont appelé à l'abandon du projet et à la mobilisation. Leur présence à cette manifestation et dans le collectif de riposte est la suite logique. Le PCF66 se félicite de son succès et soutient le recours administratif auprès du ministre de l'Agriculture, et lui demande d'exercer son recours hiérarchique contre l'autorisation de ce projet.

Marie-Françoise Sanchez
Responsable PCF66



Un projet incompréhensible

Nicolas Garcia, Premier vice-président du conseil départemental, maire d'Elné et président du syndicat des nappes donne son point de vue au Travailleur Catalan.

Pourquoi le golf de Villeneuve de la Raho mobilise-t-il désormais une grande partie de la population contre lui ?

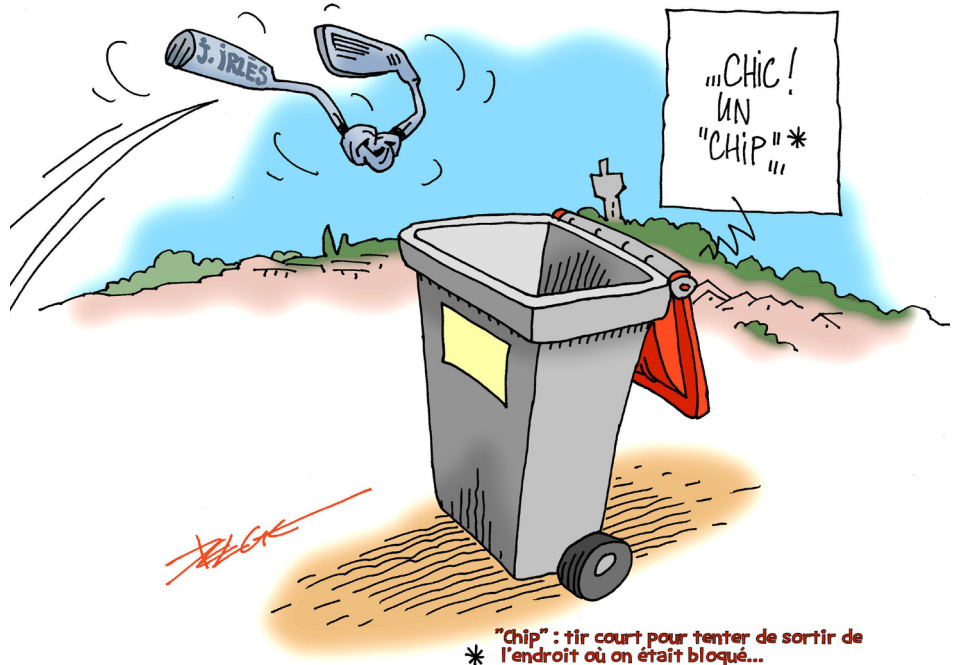
Golf à Villeneuve : quand on voit qui est pour (CCI, MEDEF, UMIH, FNAIM...), on comprend mieux où est le noeud du problème...

Interview

Manifestement, face à l'urgence climatique, le problème de la sécheresse et la nécessité de conserver un maximum de sols perméables et verts, afin de s'adapter et d'enrayer les bouleversements climatiques, rend ce projet anachronique et incompréhensible pour le commun des mortels. Je peux comprendre qu'un édile défende bec et ongles son projet, mais qu'une élue expérimentée ne comprenne pas la réaction de l'ensemble des opposants à un golf et surtout ne l'ait pas anticipé, cela me paraît incroyable.

Si ce projet aboutissait quelles seraient, selon vous, les conséquences ?

Aujourd'hui ce sont les pouvoirs publics qui doivent tout faire pour stopper les travaux et non attendre que la mairie le fasse dans une prise de conscience qui n'arrivera pas, car, j'imagine, que la ville aura des indemnisations à verser aux aménageurs et elles sont de nature à la ruiner. Dans sa fuite en avant, madame Irlès évoque un arrosage avec les eaux usées de Villeneuve-de-la-Raho, mais dans le meilleur des cas, sa population ne produit que 800 m3/jours. Or, pas un golf, même les plus performants, n'est aujourd'hui en dessous de 2 000m3. Au demeurant les eaux usées de la commune ne sont pas perdues puisque, au travers des lieux où elles se déversent, elles



* "Chip" : tir court pour tenter de sortir de l'endroit où on était bloqué...

alimentent la nappe superficielle et un milieu naturel sensible. Enfin toute la partie qui sera imperméabilisée par les constructions ne laissera pas pénétrer l'eau dans le sol, donc dans les nappes, et n'emprisonnera pas de carbone dans la terre, donc ne favorisera pas de pluie et aggravera, de ce fait, la sécheresse.

Ce golf va à l'encontre de tout ce qu'il faut faire aujourd'hui en matière d'agriculture, de tourisme, d'économie et à l'encontre de la nécessité de développer, plus particulièrement en Pyrénées catalanes, une culture de la pluie à savoir provoquer sa chute et la récolter lorsqu'elle tombe.

Propos recueillis par Michèle Devaux

Conseil départemental

Un projet aux conséquences néfastes sur les écosystèmes locaux.

Les craintes suscitées par le projet de golf ont incité Hermeline Malherbe, présidente du conseil départemental, à adresser une lettre à Christophe Béchu, ministre de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires. Au nom de l'assemblée départementale, la présidente rappelle « les conditions de sécheresse sans précédent » que connaissent les Pyrénées-Orientales et la nécessité d'une « vigilance accrue » pour préserver l'avenir. Aussi, précise-t-elle, « le projet de création d'un complexe immobilier prévoyant la construction d'un golf sur la commune de Villeneuve-de-la-Raho... interpelle l'ensemble des habitantes et habitants des Pyrénées-Orientales. » Pour la présidente, « chaque goutte d'eau qui tombe dans les P-O. doit prioritairement être affectée à l'alimentation en eau potable, l'irrigation agricole et les activités vitales pour l'économie. » Considérant le projet de golf comme porteur de « conséquences néfastes sur les écosystèmes locaux », Hermeline Malherbe demande au ministre de « réinterroger » ce projet au vu de la situation actuelle du département.

N. G.

Un grand succès !

Éric Le Balier, responsable de l'association Alternatiba 66 a réagi sur le vif.

Qu'avez-vous pensé de la manifestation de Villeneuve ?

La manif ? Mais c'est un grand succès ! C'est la preuve que de plus en plus de personnes, de citoyens se posent des questions, se renseignent et finissent par agir. Le golf est devenu un sujet phare, dont on parle dans la presse nationale et la sécheresse, dont les scientifiques disent qu'elle durera et qu'elle sera récurrente, touche l'ensemble de la population, les agriculteurs et les particuliers. Donc, la conscience avance pour revenir à la raison et pour trouver peu à peu, les chemins d'une adaptation.

Comment voyez-vous la suite à donner à ce mouvement ?

Je ne sais pas, mais il faut continuer.

Nous allons prendre connaissance, cette semaine, des attendus des tribunaux qui, peut-être, vont débouter la prorogation accordée par le préfet. Les procédures avancent. Il y a huit recours au total dont deux sont récents et d'autres sont engagés dans des procédures d'appel. Je ne suis pas devin mais il y a des chances que le tribunal annonce l'annulation de la DPU (Droit de préemption urbain) et donc condamne la poursuite du projet. Quoiqu'il arrive, il faudra continuer. De plus, je crois savoir que le ministre de l'Écologie, Christophe Béchu, vient dans le département cette semaine rencontrer les élus. Il aura là l'occasion de s'exprimer et, qui sait, de prendre les bonnes résolutions.

Propos recueillis par Michel Marc

Perpignan

Les fonctionnaires dans la rue

Près de 500 manifestants des trois fonctions publiques ont manifesté leur colère, le 19 mars dernier.

L'ensemble des syndicats, au plan national, avaient appelé, mardi 19 mars, à un mouvement de grève dans les trois fonctions publiques : territoriale, hospitalière et d'État. Au menu : les salaires, les postes d'agents publics en nombre suffisant, le respect des agents et la défense des services publics. Étaient là, la CGT, nombreuse, la FSU, la CFTC, l'Unsa, et Solidaires, qui prirent tous la parole, et des drapeaux de la CFDT et de F.O. « *La coupe est pleine pour ces salariés qui, d'année en année, voient fondre leurs revenus* », précisait ainsi l'un des intervenants. Pour être plus clair, et d'après l'INSEE, « *l'indice général des prix a augmenté de 50 % entre l'année 2000 et 2024. Dans la même période, le point d'indice Fonction publique n'a augmenté que de 16 %* ». Le bilan est désastreux : c'est une perte moyenne de 600 euros/mois qu'ont subi les fonctionnaires depuis le 1^{er} janvier 2000 dans le cas où la valeur du point d'indice aurait suivi l'indice général des prix. Le fameux « *au mérite* » a été dénoncé unanimement. La tentative d'instaurer le salaire au mérite chez les fonctionnaires ne passe pas. La question de l'indépendance des fonctionnaires par rapport aux pouvoirs et aux hiérarchies se trouverait alors réduite à néant. Et enfin, « *les*



futures économies drastiques décidées par le gouvernement, 10 Mds pour commencer, priveront les institutions publiques d'agents pourtant utiles et nécessaires ».

Michel Marc

« Des jours heureux » toujours d'actualité

Les organisations syndicales s'étaient donné rendez-vous en ce 80^e anniversaire du CNR.



L'ensemble des syndicats, au plan national, avaient appelé, mardi 19 mars, à un mouvement de grève dans les trois fonctions publiques : territoriale, hospitalière et d'État. Au menu : les salaires, les postes d'agents publics en nombre suffisant, le respect des agents et la défense des services publics. Étaient là, la CGT, nombreuse, la FSU, la CFTC, l'Unsa, et Solidaires, qui prirent tous la parole, et des drapeaux de la CFDT et de F.O. « *La coupe est pleine pour ces salariés qui, d'année en année, voient fondre leurs revenus* », précisait ainsi l'un des intervenants. Pour être plus clair, et d'après l'INSEE, « *l'indice général des prix a aug-*

menté de 50 % entre l'année 2000 et 2024. Dans la même période, le point d'indice Fonction publique n'a augmenté que de 16 % ». Le bilan est désastreux : c'est une perte moyenne de 600 euros/mois qu'ont subi les fonctionnaires depuis le 1^{er} janvier 2000, si la valeur du point d'indice avait suivi l'indice général des prix. Le fameux « *au mérite* » a été dénoncé unanimement. La tentative d'instaurer le salaire au mérite chez les fonctionnaires ne passe pas. La question de l'indépendance des fonctionnaires par rapport aux pouvoirs et aux hiérarchies se trouverait alors réduite à néant. Et enfin, « *les futures économies drastiques décidées par le gouvernement, 10 Mds pour commencer, priveront les institutions publiques d'agents pourtant utiles et nécessaires* ».

M. M.

Cabestany

Urgences de nuit, des inquiétudes !



Des fermetures temporaires des urgences de nuit à Médipôle sont envisagées.

Après la fermeture des urgences de nuit de la clinique Saint-Pierre à Perpignan, c'est au tour de Médipôle d'annoncer la fort probable fermeture de son service d'urgence la nuit, à compter du 1^{er} avril. En cause, la pénurie de médecins urgentistes. Ces fermetures ne seraient que temporaires. Certes, mais en attendant seul l'hôpital de Perpignan, lui même en manque d'urgentistes, va assurer les urgences de nuit. Cela pose un sérieux problème de sécurité pour la population et de surcharge de travail pour des hospitaliers déjà au bout du rouleau ! Ajoutons à cela qu'il n'y a plus de permanence des soins de nuit profonde (entre minuit et 8h du matin), la pénurie de médecins, notamment urgentistes, est mise en avant. Une des raisons, également au cœur de la désertification médicale. C'est le résultat direct des politiques de restriction menées dans la santé depuis des décennies. Des politiques qui se poursuivent et s'aggravent depuis 2017. Si la fin du numerus clausus a été saluée à juste titre, la formation des futurs médecins est aujourd'hui freinée par des universités sous-dimensionnées tant par les locaux que par le nombre d'enseignants nécessaires. C'est donc une vraie politique de santé et de soutien aux hôpitaux publics et un grand plan de formation et de recrutement de médecins et de para médicaux avec les moyens à la hauteur qui devraient être lancés. Nous invitons la population à se saisir de ces exigences et à faire valoir son droit à la sécurité sanitaire et à une santé de qualité !

Fiter Françoise, Rémi Lacapère

Conseillers départementaux du canton Cabestany-Perpignan 3

Cgt 66

Un congrès départemental dynamique

À Cabestany, les 170 délégués des syndicats départementaux ont, trois jours durant, siégé, réfléchi, voté plusieurs fois et pris des décisions pour l'avenir.

Tous les trois ans, c'est la règle statutaire, on remet les choses à plat à l'intérieur du syndicat. C'est le congrès, moment très important de la vie démocratique de l'organisme. Les 3 700 adhérents ont ainsi désigné 170 délégués pour les représenter. Trois mois auparavant, ils ont reçu le document préparatoire laissant la place aux amendements, aux réflexions et aux contradictions.

Le bilan d'activité largement approuvé

« On ne met rien sous le tapis. La discussion est libre », nous précise Julien Berthélémy, secrétaire départemental sortant. Il évoque le contexte : « l'actualité est particulière et difficile. Nous sortons d'un grand et long conflit sur les retraites qui n'a pas fait plier le gouvernement. Ça laisse des traces et ça pèse dans les têtes. Et le gouvernement poursuit, chaque jour, sa politique de régression so-

ciale. Malgré tout, sur la question des salaires, il y a des conflits partout, dans le public (journée du 19 mars) et dans le privé, avec des jours de grève ». Nicolas Malet, nouveau venu au secrétariat départemental, acquiesce : « le bilan d'activité des trois années précédentes a été validé par 95 % des congressistes. Cela a du sens et c'est encourageant ». J. Berthélémy confirme : « tout n'est pas blanc, bien sûr, et il faut se dire les choses. Mais l'accord majuscule des adhérents est là, puissant ».

Un futur syndical mieux localisé, des tendances nouvelles

Le document d'orientation très largement approuvé (95 %) est « encore plus près de la réalité départementale et des militants ». Tous deux évoquent les liens existant entre le niveau de pauvreté record et le danger des idées d'extrême droite, l'insuffisance chronique des salaires, la



© Michel Marc

précarité grandissante, y compris dans la fonction publique, les faiblesses aggravées de la fonction publique, enseignement et santé publique. Ils tracent ensuite les grands chantiers à venir, avec la protection de l'environnement comme priorité : « les adhérents ont porté très fort cette idée. C'est assez nouveau. Le combat pour le fret ferroviaire est le même que celui qui s'oppose au Golf de

Villeneuve. Il nous faut tout faire avancer. Et poursuivre ce que nous faisons déjà, la lutte pour des transports propres, adaptés et réguliers ». J. Berthélémy a été reconduit dans ses responsabilités, N. Malet arrive et le comité exécutif de 36 membres a été élu avec 50 % de renouvellement, avec une parité parfaite.

Michel Marc

Apéro événement

Le TC en direct avec les congressistes CGT

Jeudi 14 mars à midi, l'évènement du congrès départemental CGT à Cabestany, a été l'apéro offert par le Travailleur Catalan aux congressistes. Réunis sur le parvis du centre culturel Jean Ferrat, ils ont partagé le verre de l'amitié auquel la cave coopérative de Cabestany avait tenu à participer en proposant deux de ses meilleurs produits.

L'occasion pour Dominique Poirot, directeur de la Fête du Travailleur Catalan, de rappeler que le TC avait à cœur de relater

l'actualité sociale et revendicative départementale dont la CGT est un acteur de premier plan. Il a aussi indiqué que le partenariat pour la Fête du TC connaîtrait de nouveaux développements avec un forum social ouvert aux organisations syndicales CGT, FSU et Solidaires, ainsi qu'un espace destiné aux acteurs de l'Économie Sociale et Solidaire.

M. C.



© Joëlle Allemard



© David Teixonne



Dominique Poirot, directeur de la fête du TC.

Agrivoltaïsme

Les « anti » de Fourques manifestent

Samedi 9 mars, l'entreprise Sun'Agri présentait son projet d'ombrières photovoltaïques de plusieurs hectares. Une manifestation d'opposants a perturbé l'événement.

La présentation prévue du projet d'ombrières photovoltaïques par l'entreprise Sun'Agri s'est heurtée aux pancartes et aux arguments de ceux qui, résidents, refusent la transformation de paysages entiers, refusent cette fuite en avant dans la recherche du développement anarchique des énergies renouvelables.

Sun'Agri : c'est Eiffage entreprise

Eiffage est une grosse entreprise aux activités diversifiées, dont celle de la production d'énergies renouvelables. Son chiffre d'affaires était de 22 Mds d'euros en 2023, son résultat net de 1,013 Mds, en progression par rapport à 2022. Plus de 26 % concernaient la part « énergie » en 2022. Eiffage possède 75 % du capital de Sun'Agri qui est spécialisée dans le domaine photovoltaïque. Les rendements financiers de telles productions restent opaques, assurément très élevés vu le nombre de prétendants. Il faut rappeler que l'achat par EDF de toute la production est rendu obligatoire et à des tarifs élevés par des règles nationales insensées. Et rappeler aussi qu'il s'agit là d'énergie non pilotable, quand il pleut ou la nuit, la production est nulle.

Des arguments presque convaincants

Avec les ombrières photovoltaïques, serait assurée la maîtrise des températures au sol (on climatise un peu), on diminuerait l'évaporation trop rapide et on protégerait contre les gels intempestifs. Naturellement, on permettrait la poursuite de l'activité agricole. Les arguments sont là. La chambre d'agriculture participe au projet, garantissant, en quelque sorte, le caractère vertueux de l'entreprise. Les hectares sont achetés ou loués aux producteurs, véritable effet d'aubaine pour ceux qui, en grande difficulté, trouvent là une porte de sortie honorable. S'appuyant sur de nombreux exemples d'abandons prématurés de production, la Confédération paysanne, de son côté, forte de son expérience, déclarait il y a peu : « le couplage entre production solaire et production agricole est perçu comme un moyen pour développer les énergies renouvelables et apporter un complément de revenu aux agriculteurs. À première vue, l'agrivoltaïsme a tout pour plaire. En réalité, cette notion relève du mar-



Des groupes de travail se sont constitués.

keting et vise à légitimer un opportunisme foncier et financier dans un contexte difficile pour le monde paysan ». Une motion, selon le journal *l'Indépendant*, prise en mairie de Tordères et soutenue par d'autres élus, revendique : « les efforts de transition doivent être habilement pilotés sur des friches urbaines, mais pas sur des surfaces agricoles... ».

Le collectif d'opposants s'organise

Ils étaient une cinquantaine, ce mercredi 13 mars, à échanger et à élaborer une stratégie pour contrer la « propagande » de l'entreprise Sun'Agri. Une première décision était prise, celle d'un courrier, d'un questionnaire aux élus et aux partis politiques réclamant une réponse publique et explicite de leur part. Des groupes de travail et de réflexion étaient alors constitués, tels que : « déstabilisation du foncier agricole », « rôle étonnant de la Chambre d'agriculture », « argumentaire à élaborer », « étude d'impact ou non », « inventaire des villages touchés par l'offensive industrielle », « exemples d'écarts entre les promesses faites et le réel d'aujourd'hui », « des alternatives à construire », autant de thèmes que les participants se sont proposés de traiter.

Michel Marc

Fonction Publique - Les retraités de plus en plus pressurés

La Fédération générale des retraités de la Fonction publique (FGR-FP) s'est réunie le 15 mars dernier avec pour principaux points la situation des retraités, de la santé et de la protection sociale.

Les fonctionnaires retraités ne connaissent pas toujours l'existence de la FGR. Son rôle est pourtant essentiel dans l'analyse de la situation des retraités et dans ses interventions pour défendre et améliorer leurs droits. Lors de son assemblée générale du 15 mars, Ginette Kesraoui et Chantal Argence, responsables de la FGR 66 ont d'abord dressé un constat sur l'appauvrissement des retraités. S'agissant de la santé, l'augmentation des franchises médicales et la suppression du 100% pour les affections de longue durée - donc du reste à charge pour les usagers- vont encore réduire l'accès aux soins. Jean-Yves Barbier, responsable de la FSU 34 a ensuite fait un point sur la protection sociale. Après un rappel histo-



Jean-Yves Barbier, Ginette Kesraoui et Chantal Argence.

rique, il a abordé la dégradation actuelle, dont la fin programmée des mutuelles. Pour la complémentaire santé, les actifs auront désormais l'obligation de souscrire au contrat collectif et

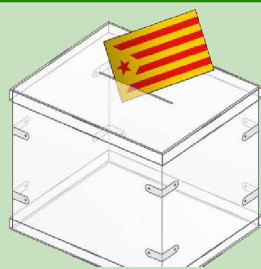
à l'opérateur choisi par le ministère, qui pourra être une société d'assurance. Les retraités pourront adhérer au contrat collectif mais sans la participation employeur. Par ailleurs la cotisation, dite « cotisation d'équilibre », sera révisée tous les ans. Mise en place prévue début 2025.

Quant à la dépendance, « la loi bien vieillir est passée aux oubliettes ». À la place, il est question d'instaurer une assurance dépendance obligatoire, donc à la charge de l'usager.

Autant de raisons pour rejoindre la prochaine journée d'action des retraités du 26 mars !

A.-.M. D.

En Català



Eleccions a Catalunya

- Els catalans del sud tornaran a votar el 12 de maig per renovar el Parlament català i el govern de la Generalitat.
- Unes eleccions anticipades; la legislatura havia de durar fins al febrer del 2025, però se veia a venir que el govern d'Esquerra Republicana de Catalunya (ERC), en minoria, tindria dificultats per arribar al final.
- Sí, el detonant ha sigut la impossibilitat d'aprovar el pressupost del 2024. No hi ha hagut acord ni en el camp independentista (ERC, Junts i Cup), que representen el 52% del parlament català, s'han anat distanciant cada cop més; tampoc hi ha hagut acord en un possible eix d'esqueres (ERC, socialistes del PSC i En Comú-Podem més a l'esquerra). Només els socialistes hi eren disposats però En Comú-Podem ha mantingut el veto amb l'argument d'oposar-se al projecte de l'Hard Rock, un complex d'hotels i casino.
- Dona la sensació que totes les forces polítiques calculen que és el millor moment per anar a les eleccions. Tacticisme? Qui hi guanya, qui hi perd?
- De moment els més indignats són els sindicats i col·lectius com el dels pagesos, treballadors de l'ensenyament o de la salut, -fins i tot les agrupacions patronals-, perquè els augments pressupostaris anunciats si s'hagués aprovat el pressupost (també per afrontar la sequera), queden posposats..
- Tots aquests partits s'entenen a Madrid per donar suport al govern de Pedro Sánchez, aquesta mateixa setmana han votat unanimitat per aprovar la llei d'amnistia dels encausats per l'organització del referèndum sobre la independència del 2017, però a Catalunya són incapaços de pactar un pressupost.
- S'acusen mútuament «d'irresponsabilitat».
- Però les noves eleccions resoldran aquesta situació?
- Tot indica que no, cap formació podrà governar en solitari; els que avui se llancen els plats pel cap, l'endemà de les eleccions s'hauran d'entendre per formar un nou govern.
- Una situació propícia a l'extrema dreta?
- No se veu.. Per ara la dreta dura (Partido Popular, Ciutadans) i l'extrema dreta de Vox, a Catalunya hi són però no pinten gran cosa.. i que duri !

C&C



La balade du randonneur

LE P.O.T Rando' Club¹ vous propose

Dimanche 24 mars 2024. Ria-Sirach



La commune de Ria-Sirach présente un très riche passé.

C'est d'abord Ria, le berceau légendaire de Guifre el Pelos, fondateur au IX^e siècle de la dynastie de la maison de Barcelone, mais c'est aussi le Pla del Valenço, un terroir occupé depuis les temps préhistoriques, et où abondent dolmens et roches gravées.

Enfin, de l'autre côté de la vallée de la Têt, Sirach et le massif d'Embulla sont le domaine des formations karstiques, avec notamment l'incroyable réseau souterrain Lachambre découvert en 1981.

Ria-Sirach, une commune mais à l'origine deux agglomérations au Moyen Âge : l'antique Arria était établie sur un promontoire rocheux, au confluent du Caillan et de la Têt, sur un site favorable à la défense, tandis que Sirach était implanté à la bordure d'un plateau sur la rive opposée.

Au cours de l'histoire, le contexte économique et naturel favorisant l'expansion de Ria, le village est descendu de sa position défensive pour gagner la route de Cerdagne, au-delà du lit de la Têt. C'est en 1822, de manière autoritaire, que la fusion administrative et territoriale des deux villages est réalisée.

Dans la seconde moitié du XIX^e siècle, l'agglomération se développe le long des axes de communication, la route nationale puis la voie ferrée, avec l'accroissement des activités commerciales et industrielles.

L'exploitation traditionnelle des carrières de marbre et le développement de la métallurgie, avec la construction de la forge puis celle des hauts fourneaux, sont le moteur de cette expansion.

Des précisions sur la randonnée :

Durée : 3h45. **Dénivelé :** 380 m. **Difficulté :** facile. **Conditions :** licence annuelle 35 euros. **Repas grillade :** apporter apéro, vin, eau, viande... **Départ :** 8h45 au parking de la piscine du Moulin-à-Vent à Perpignan.

Pour se renseigner, téléphoner à Jean-François : 04 68 56 81 03 / 06 20 40 63 05

(1) Le Perpignan Omnisports des Travailleurs et Travailleuses, association affiliée à la F.S.G.T. (Fédération Sportive et Gymnique du Travail).

(2) La suite sur www.letc.fr, rubriques département/sport/culture.

SIX NATIONS®

Rugby

Tournoi des 6 Nations 2024

Critiqué lors du Mondial, l'arbitrage lors de ce Tournoi n'a pas soulevé la colère des Français. Et pour cause.

Cinq matchs, trois victoires, une défaite et un match nul. Deuxième place à l'issue de ce Tournoi. Un bilan honorable, me direz-vous ! Oui mais...

Tout un chacun se souvient de la polémique née de l'arbitrage du sieur Ben O' Keeffe lors de la dernière Coupe du monde. La France entière avait explosé de rage à l'issue de ce match perdu contre l'Afrique du Sud qui sera, par la suite, sacrée championne. Par contre lors de ce Tournoi 2024, certains faits de jeu ou autre décision arbitrale ont fait que les Français ont été tout de même... bien arbitrés.

Remember Murrayfield où la victoire française est tout simplement due à un essai écossais, refusé dans les derniers instants du match par l'arbitre qui ne demanda jamais où le ballon avait été aplati... alors que l'arbitrage vidéo montrait qu'il avait été déposé sur la ligne. Donc essai mais qui ne fut pas accordé et la France l'emporte (16-20). Cette victoire arrivait après la sévère défaite subie par les Bleus (17-38) à Marseille face aux solides Irlandais qui remporteront ce Tournoi 2024.

Le match France-Italie à Villeneuve-d'Ascq devait, aux yeux de certains, être une simple formalité pour les Bleus. Il n'en fut rien ! Souvenez-vous de la pénalité italienne dans les derniers instants du match. Le planot affichait un 13-13 qu'aucun supporter français, même le plus pessimiste, ne se serait hasardé à pronostiquer. Le ballon tombe du tee. Deux Français chargent alors qu'il est formellement interdit de bouger, ne serait-ce qu'un bras, sur une pénalité. L'arbitre ne bronche pas alors

qu'il aurait dû la faire retaper. Rien ! Il siffle la fin sur un match nul alors que la défaite française aurait pu être consommée. Merci monsieur l'arbitre !

France-Angleterre à Lyon, dernier match du Tournoi. Cinq minutes environ avant la pause, sur un mauvais dégagement de Bielle-Biarrey, les Anglais relancent et la dernière passe anglaise est touchée par l'arrière français. En-avant volontaire. Dans cette situation l'arbitre peut accorder essai de pénalité et carton jaune. Les Bleus se dégagent. Pas d'appel vidéo. Rien !

Les Bleus l'emportent grâce à une pénalité de 50 mètres de Thomas Ramos. Même si cette pénalité est réelle, elle arrive à la dernière minute d'un match crispant et à l'issue d'un appel vidéo pour un placage anglais aux chevilles en engageant l'épaule. Le Français Damian Penaud n'avait pas été sanctionné, plus tôt dans la rencontre, pour une faute identique et aussi dangereuse.

Les Français, sans ces erreurs d'arbitrage dont ils ont tiré profit, auraient pu (ou du!) perdre contre l'Ecosse, l'Italie (même s'ils ont fait match nul) et l'Angleterre. La France aurait, de fait, terminé à la cinquième place dans ce Tournoi 2024. Allons ! N'ayons pas l'impression que, nous Français, nous sommes toujours lésés par l'arbitrage.

Fins aviat amb USAP... per criticar els àrbitres !

Jo Solatges



Biathlon

Forfait à cause d'un voyage à Cuba !

La biathlète française Sophie Chauveau qui devait participer à la 8e étape de la coupe du monde de biathlon de Soldier Hollow, aux USA, du 8 au 10 mars, s'est vu interdire de monter dans l'avion, sous prétexte que son ESTA, l'autorisation de voyage réglementaire pour tous les étrangers en direction des Etats-Unis (valable deux ans), n'a pas été validée. Mais la raison la plus vraisemblable est que Sophie Chauveau avait participé à un voyage touristique à Cuba au printemps 2022. Or, pour les USA, Cuba figure sur la liste des pays soutenant le terrorisme. Depuis janvier 2021, toute personne qui souhaite voyager aux États-Unis après avoir voyagé à Cuba (après mars 2011) ne peut plus entrer avec un document électronique facilement obtenu pour 16 euros. Un visa est maintenant indispensable, et, pour l'obtenir, il faut prendre rendez-vous à l'ambassade américaine. Ce rendez-vous n'est pas possible en France avant 2025 !

Les chaînes de télévision qui ont retransmis les épreuves américaines de biathlon ont bien souligné l'absence de Sophie Chauveau mais se sont bien gardé d'en expliquer les raisons. Laissant, par la même occasion, planer le doute sur un possible dopage comme cela arrive à d'autres athlètes.

D. G.



Expo

Street art, langage universel

Véronique Gilbert expose à l'Espace des Arts du Boulou les photos et illustrations fruits de ses déambulations.

En découvrant les photos de Véronique Gilbert sur les deux étages de l'Espace des Arts du Boulou, on mesure l'incroyable diversité du street art, son importance (en surfaces et volumes), le talent des artistes. Une réalité que la photographe et plasticienne Véronique Gilbert a joliment mise en lumière avec l'exposition « *Street art, langage universel* », qui présente ses tirages récents. Véronique Gilbert expose depuis plus de 30 ans, elle a été photo-reporter, enseigne aussi les arts plastiques et se consacre désormais à la photographie d'art. L'artiste part à la recherche des œuvres qui ornent murs, ponts, friches industrielles... majoritairement à Argelès (où elle réside), sur la Côte Vermeille, mais aussi plus loin, comme à Bordeaux.

Un travail de recreation

Des œuvres d'une grande variété, faites à la bombe, au pochoir, à la peinture. Mais elle ne se contente pas de les photographier, elle y imprime sa patte. Elle retravaille le fond, isole un élément, joue sur le cadrage, ajoute des illustrations ; elle se réapproprie ainsi l'œuvre, opère une véritable recreation. Il en résulte un univers singulier, mélange de couleur et d'ombre, de noir et blanc. Au centre de la plupart des toiles, un appel de lumière accroche le regard ; en s'approchant, l'œuvre se révèle,



© Nicole Gaspon

l'œil distingue le support dans sa trivialité, déchets, ruines, abandon. On notera aussi à l'étage une série en noir et blanc du site de Paulilles avant restauration, doublée en couleur. Ce qui frappe dans ce travail, c'est sa dimension éminemment personnelle et créative sur des œuvres d'autres artistes. L'occasion, également, d'en savoir plus sur le street art qui est loin d'être un art mineur. La directrice de l'Espace des Arts, Ysabelle Erre-Serra, se réjouissait de l'attrait exercé par cette exposi-

tion, « *un univers artistique qui parle... notamment aux plus jeunes.* » D'ailleurs, en ce moment, les élèves de l'école primaire du Boulou, en lien avec l'exposition, préparent des panneaux de street art qui seront ensuite exposés en divers lieux de la commune. L'exposition est visible jusqu'au 13 avril.

Nicole Gaspon

Entrée libre, du mardi au samedi inclus de 9h à 12h et de 14h à 18h.

Pollestres

Le combat pour la liberté en pays catalan

Devant une assemblée de près de 80 personnes, l'association « Les Amis du Travailleur Catalan » a projeté, vendredi 15 mars, le film sur la résistance en pays catalan « Des Anges en Enfer ».

C'est devant un auditoire de près de 80 personnes que Jacky Pugnet, ancien maire communiste de Pollestres, a présenté les témoignages émouvants de Jordi Pere Cerda, Odette Sabaté, Marcel Boher et Émile Sabatier, résistants communistes et proches de Julien Panchot. Il a appuyé ses propos sur la réalité des personnages qu'il a bien connus. Il a rappelé la souffrance d'Odette qui, dans son témoignage, par pudeur, n'évoque pas les souffrances subies durant ses emprisonnements et qui l'ont handicapée toute sa vie. André Balent, historien, est intervenu longuement en apportant des précisions et rectifications plus ou moins à propos sur les témoignages des quatre combattants communistes, une façon de relativiser la résistance communiste en pays catalan. Mais il est bon de rappeler que Jordi Pere Cerda était bien communiste en 1944 et que le parcours d'Odette Sabaté ne fut pas « *un parcours classique de militante communiste* », mais celui d'une femme exceptionnelle. Malheureusement, le débat et les échanges avec les nombreux participants n'ont pu avoir lieu faute de temps. À l'issue de la projection, le pot de l'amitié organisé par la municipalité a permis, autour d'un verre, d'échanger un peu sur cette période que personne ne voudrait voir se renouveler.

Joëlle Allemand



De g à d, Christian Serron, présentateur et Jacky Pugnet.

Où sortir ?

Perpignan

El mediator | Samedi 23 mars à 20h30 | Concert - **Chinese man** | 28€/réduit 25,20€.

La boîte à rire | Dimanche 24 mars 21h | Théâtre - **Mascarade** | 16€/réduit 13€. Jeudi 28 mars à 21h | 16€/réduit 13€.

Casa Musicale Perpignan | Mercredi 27 mars à 18h30 | Concert - **Training Days** | Gratuit.

Palais des congrès | Mardi 26 mars à 20h30 | Spectacle - **Y'a du Macron à se faire !** | 43€/réduit 38€. Jeudi 28 mars à 20h30 |

Artus - one man show | 45€/réduit 40€.

Institut Jean Vigo | Vendredi 22 mars à 18h | Projection - **La Crucifiée et Le Filon des idées inhumées** | 6€/réduit 5€. Mardi 26

mars à 19h | Projection - **Fête du court métrage** | 6€/réduit 5€. Jeudi 28 mars à partir de 19h | Projection - **Le temps du voyage**

présenté par son réalisateur | 6€/réduit 5€.

Archipel | Mardi 26 mars à 20h30 | Concert - **Maitres de Notre-Dame** | De 12€ à 30€.

Église Saint-Jacques | Vendredi 29 mars à 15h | **Procession de la Sanch** | Gratuit

Conservatoire | Vendredi 29 mars à 18h30 | **Instant musical féminin** | Gratuit.

Église des Dominicains | Samedi 23 mars à 21h | Festival musique sacrée - **Luminus**

Night | 25€/réduit 1€. Mardi 24 mars à

18h30 | Festival de musique sacrée - **le chant de la montagne** | 25€/réduit 1€.

Jeudi 28 mars à 21h | Festival de musique sacrée - **Harmonies poétiques et religieuses** | 25€/réduit 1€.

Canet-en-Roussillon

Clap ciné | Samedi 23 mars à 16h30 | Film d'animation de Jacques Rémy-Girerd - **La prophétie des grenouilles** | Carte annuelle

d'adhérent : 15 € et participation par séance : 4 €. Spectateurs occasionnels : 6 €/réduit 2€.

Jeudi 28 mars à 20h | Un film de Mariano Cohn et Gastón Duprat - **Argentine** | Carte annuelle d'adhérent : 15 € et

participation par séance : 4 €. Spectateurs occasionnels : 6 €/réduit 2€.

Les voiles rouges | Du vendredi 22 au dimanche 24 mars à 18h | **Le printemps de Canet** | 20€ (placement libre) - Pass-Festival

65€ les 4 soirées - Réservations 06 07 36 33 62.

Théâtre Jean Piat | Vendredi 29 mars à 20h30 | Théâtre - **Sur la tête des enfants.**

Céret

Église Saint-Pierre | Vendredi 5 avril à 20h | **Orchestre symphonique d'Alénya Roussillon OSAR** - organisé par «Les Amis d'Alain

Marinaro | 15€ gratuit- 12 ans renseignements réservations : 04 68 89 65 96.

Archipel
Un duo désopilant

L'un plutôt enrobé... l'autre en slip...

L'Archipel programmait pour deux représentations, Les Gros Patinent Bien, d'Olivier Martin-Salvan et Pierre Guillois. Deux comédiens et un monceau de cartons, avec cette rare économie de moyens, on a vu un spectacle d'une drôlerie ravageuse, d'une sidérante inventivité. L'idée, c'est de raconter une histoire assez abracadabrante à l'aide de petites phrases ou expressions écrites

sur des morceaux de carton, quand ce n'est pas le carton entier qui devient accessoire. Des deux protagonistes, l'un plutôt enrobé, se muant en acteur shakespeareien, raconte l'histoire en anglais. L'autre, en slip, mime et appose les cartons explicatifs ; d'autres cartons deviennent sirène, vélo, boutique, bateau, prison... Un vrai chantier. Le récit à multiples rebondissements va des fjords

de Norvège aux déserts hispaniques. Ne pas chercher le rapport avec le titre, ni le moindre réalisme, pourtant, mine de rien, cela dit des choses sur les migrants, l'environnement, la violence... Un grand moment de rire intelligent. Coup de chapeau aux deux acteurs qui ne ménagent pas leur peine : Jonathan Pinto-Rocha et Grégoire Lagrange.

N. G.



La nausée

Presentie pour participer à la cérémonie d'ouverture des Jeux olympiques de Paris 2024, la chanteuse Aya Nakamura subit de multiples attaques de l'extrême droite. Les militants identitaires du collectif « Les Natifs » ont notamment déployé une banderole ouvertement raciste en plein Paris, se référant aux origines maliennes de l'artiste française. « Y'a pas moyen Aya, ici c'est Paris, pas le marché de Bamako », l'un de leurs posts sur les réseaux sociaux reprochait à Emmanuel Macron de vouloir « remplacer l'élégance française par la vulgarité, (d') africaniser nos chansons populaires et (d') évincer le peuple de souche au profit de l'immigration extra-européenne ». Zemmour et Marion Maréchal crachent leur haine contre l'artiste française d'Aulnay-Sous-Bois, à grand renfort de fallacieux concepts, du « francocide » à la théorie complotiste

du « grand remplacement ». Là, le Premier ministre ne s'est pas déplacé pour faire une leçon prétendument d'instruction civique et les voix de l'Élysée sont restées muettes. Cette haine déversée avec rage sur une artiste française au rayonnement mondial, aux 8 singles de diamant, est à vomir. La nausée nous prend quand, dans notre espace républicain, la déferlante raciste et xénophobe se répand de façon aussi décomplexée. La chanteuse a riposté sur les réseaux sociaux et a pu compter sur de nombreux soutiens : « vous pouvez être raciste, mais pas sourd... C'est ça qui vous fait mal ! Je deviens un sujet d'état numéro 1 en débats, etc, mais je vous dois quoi en vrai ? Kedal. » Une enquête a été ouverte après des publications racistes la visant.

J. P.

Aya Nakamura : on ne peut pas rester sourd, mais...



Action culturelle

Théâtre au village

Un accord entre le Département et les compagnies amateurs offre des spectacles de théâtre un dimanche par mois dans onze communes du département.

Grâce à l'accord signé entre le comité départemental 66 et la Fédération nationale des compagnies de théâtre et d'animation le théâtre amateur (fncta), cinq compagnies théâtrales animent désormais des dimanches après-midi en divers lieux comme Ortaffa, Banyuls, Bompas, Fourques... Citons-les : Pi Atelier, Turutut, le Franc Théâtre, le Théâtre en Fenouillèdes, Les Tréteaux de l'Orne, Les Complices, Antrios, Quintet +. Une large diversité, qui se retrouve dans le choix des œuvres et dans la manière de les réaliser.

À Banyuls, Lettres croisées par le Théâtre en Fenouillèdes

Dimanche 17 mars, à Banyuls-sur-Mer, la Compagnie Théâtre



À chacun son tour de venir lire ...

en Fenouillèdes jouait *Lettres croisées* de Jean-Paul Alègre. Deux personnages, une femme allongée dans une couverture enveloppante, un vieux monsieur dans un fauteuil, occupent la scène de bout en bout. Dès le début, des personnes en noir, hommes ou femmes, viennent tour à tour lire des lettres très variées. Courrier commercial, lettre au

maire pour une histoire de ramassage des poubelles, petits mots en famille (« *le repas est sur le frigo* »), querelles d'amoureux, achats faits par erreur ou livraisons manquées. Le tout assez bref, fort bien joué, et souvent amusant. Puis les échanges de lettres se resserrent entre la dame alitée : une jeune fille qui a perdu ses jambes dans un accident de

Lucas

Où sortir ?

Le Boulou

Cinéma le Majestic | Vendredi 29 mars à 20h30 | 1^{er} festival théâtre amateur Tech en fête - Troupe Pourquoi pas - **Sacrée famille, comédie déjantée** | 8€.

Prades

Château Pams Prades | Mardi 26 mars à 19h | Festival Prades - **Pablo casals** | 10€.

Saint-Cyprien

Salle Escaro | Vendredi 29 mars 21h | Musiques du monde - **Concert du Duo Zacusca** | 5€.

Saint-Estève

Théâtre de l'étang | Samedi 23 mars à 20h30 | **Le rock fait son show** | 22€/réduit 15€. Vendredi 29 mars à 20h30 | **Zize : La famille ! Mamma mia !** | 27€/réduit 24€.

Vernet-les-Bains

Église Anglicane | Samedi 23 mars à 17h | Concert musique classique - **Un double Vivaldi s'il vous plaît !** | Entrée libre.

voiture et son grand-père immobilisé par la vieillesse qui lui fait écouter Mozart, Beethoven. Autour d'eux, la solidarité se noue sans que disparaissent les banalités. Silence sur une fin très discrète et triples compliments à l'auteur pour avoir si bien su agencer ces lettres croisées, à la metteuse en scène qui a réalisé un formidable travail et à tous les artistes que l'on sent passionnés et heureux de nous donner ce spectacle.

Yvette Lucas

Musique Sacrée

Sous le signe de la jeunesse et de la voix

Origines ouvrait vendredi 15 mars dernier l'édition 2024 du Festival de Musique Sacrée au théâtre municipal Jordi Pere Cerda.

Porté par l'ensemble vocal anglais Apollo 5 dirigé par Paul Smith et qualifié dans le programme de « *concert en famille* », ce spectacle s'est révélé un grand moment de bonheur et d'émotion. En effet, les interprètes haut de gamme d'Apollo 5 étaient accompagnés au chant par soixante-quinze enfants et adolescents. Ces jeunes, des écoles Pasteur, Lamartine et Jules Ferry et du collège Pagnol de Perpignan, ont travaillé en vue de ce concert depuis novembre 2023 sous la houlette de Paul Smith. Ce dernier, chanteur, chef d'orchestre et compositeur, est aussi l'inventeur d'une méthode (VOCES8) qui, au travers du chant et de la pratique musicale, permet l'amélioration scolaire et l'intégration sociale.

Le résultat est bluffant, il suffisait de voir ces jeunes impliqués à fond, concentrés, heureux de chanter juste et en harmonie. À l'évidence, cette expérience restera pour eux inoubliable. Comme pour leurs ensei-

gnantes dont la participation a été précieuse.

Le programme proposait une dizaine de chants du médiéval au classique en passant par la variété, la pop d'Angleterre et d'ailleurs. Les interprétations d'Apollo 5 seul alternaient avec celles où intervenait le chœur d'enfants, Paul Smith, souriant, menant le tout de main de maître, n'hésitant pas à faire participer le public dont beaucoup de parents. Dans tous les registres, l'ensemble anglais excellait, voix superbes, travail de groupe épatant. Un grand moment.

Toute autre ambiance le lendemain à la cathédrale de Perpignan avec Lutz de Lua, l'ensemble Estelum interprétant des chants sacrés et rituels de différentes régions de France et de Catalogne. Rigueur et dépouillement au menu.

Musique Sacrée se poursuit jusqu'au 28 mars.

Nicole Gaspon

Proche-Orient

Un bateau humanitaire pour Gaza

Un premier bateau appartenant à l'ONG espagnole Open Arms chargée de 200 tonnes de vivres venu de Chypre pour la bande de Gaza est arrivé et a débarqué sa cargaison.

Le bateau de l'ONG espagnole remorque une barge chargée de vivres qui doivent être distribués à Gaza par l'organisation américaine World Central Kitchen, dont les équipes sur place ont construit une jetée pour débarquer la cargaison car le port trop petit ne peut pas l'accueillir. Chypre a annoncé préparer un deuxième cargo, « *bien plus grand* », avant d'envisager « *un processus plus systématique avec des volumes plus importants* », selon les déclarations de son chef de la diplomatie, Constantinos Kombos. Ces derniers jours, plusieurs pays ont commencé à parachuter des cargaisons d'aide sur la bande de Gaza.

Une aide humanitaire par voie terrestre

Face à l'urgence humanitaire dans la bande de Gaza, où Israël a imposé un siège total depuis le début de la guerre, l'ONU a salué le départ du premier bateau mais a déclaré que l'envoi d'aide par mer et les parachutages ne pouvaient se substituer à la voie terrestre. « *Nous avons besoin d'un accès terrestre et de livraisons sécurisées et régulières* », a déclaré le porte-parole du bureau de coordination des affaires humanitaires de l'ONU (Ocha), Jens Laerke. « *Le temps presse* » pour éviter la famine dans le nord de Gaza, a averti la directrice du programme alimentaire mondial (PAM) des Nations Unies, Cindy McCain. L'aide internationale, contrôlée par Israël, n'entre qu'au compte-gouttes dans la bande de Gaza, un territoire de 2,4 millions d'habitants où l'ONU redoute une famine généralisée. Le monde musulman est entré dans le mois sacré de jeûne du ramadan, les habitants de Gaza se rassemblent



sans joie, autour de maigres repas, lors des ruptures quotidiennes du jeûne. « *Ce ramadan n'a pas le goût d'un ramadan. Il a plutôt le goût du sang, de la misère, de la séparation et de l'oppression* », a témoigné une Palestinienne déplacée à Rafah, Oum Mohammed Abou Matar. La situation est particulièrement grave dans le Nord, où l'acheminement de l'aide pour environ 300 000 personnes, selon l'ONU, est rendu presque impossible par les pillages, les combats et les destructions.

Dominique Gerbault

Ukraine

Un large soutien des « va-t-en-guerre »

L'Assemblée nationale vient d'apporter, par 372 voix pour contre 99, un large soutien à l'accord de sécurité entre Paris et Kiev. Ce scrutin est non contraignant.



L'objectif de l'accord est d'intensifier une coopération bilatérale sur le long terme. Il stipule une aide financière de trois milliards d'euros sur l'année 2024, mais aussi un renforcement des aides militaires, des engagements sur l'envoi de matériel, de munitions et d'une assistance humanitaire. Il est conclu pour une durée de dix ans et ne sera en vigueur que tant que l'Ukraine demeurera en dehors de l'OTAN. Ce qui pose réellement un problème, dans ce texte, c'est l'engagement à soutenir l'adhésion de l'Ukraine à l'Union européenne. Rien n'est écrit mais Macron n'exclut pas l'envoi de troupes occidentales au sol. À l'ouverture des débats, Gabriel Attal s'est voulu offensif face à ceux qui ne partagent pas l'opinion du gouvernement. « *S'abstenir c'est fuir* » et voter contre c'est « *tourner le dos à notre histoire* », a-t-il déclaré. Un succès de Vladimir Poutine serait un « *cataclysme* » pour le « *pouvoir d'achat* ». « *Les Français vivraient moins bien* » avec « *une inflation alimentaire* » et « *une explosion des prix de l'énergie* », a-t-il insisté.

Absence de solutions pacifiques

Seuls les communistes et les insoumis ont voté contre. Fabien Roussel, pour le groupe GDR, a expliqué que l'accord ne « *trace aucune ligne rouge, aucune perspective de paix et participe à l'escalade* ». Arnaud Le Gall pour LFI a dénoncé un président Macron « *va-t-en-guerre* ». Les socialistes ont voté pour « *aider l'Ukraine à tenir* », mais Boris Vallaud a toutefois critiqué les « *effets de manche* » du président Macron. Cyrielle Chatelain, pour le groupe écologiste, a soutenu l'accord, « *pour la livraison d'armes, pour l'adhésion de l'Ukraine à l'Union Européenne, contre tout envoi de troupes au sol* ». À droite, Olivier Marleix (LR) a affiché son soutien à Kiev et demandé des « *actes* ». Quant au RN, embourbé dans ses contradictions vis-à-vis du conflit, il s'est abstenu tout en clamant son soutien à l'Ukraine. Devant les médias, le ministre des Armées, Sébastien Lecornu, s'est voulu rassurant en déclarant que l'envoi de troupes au sol n'était pas sur la table.

D. G.

Russie

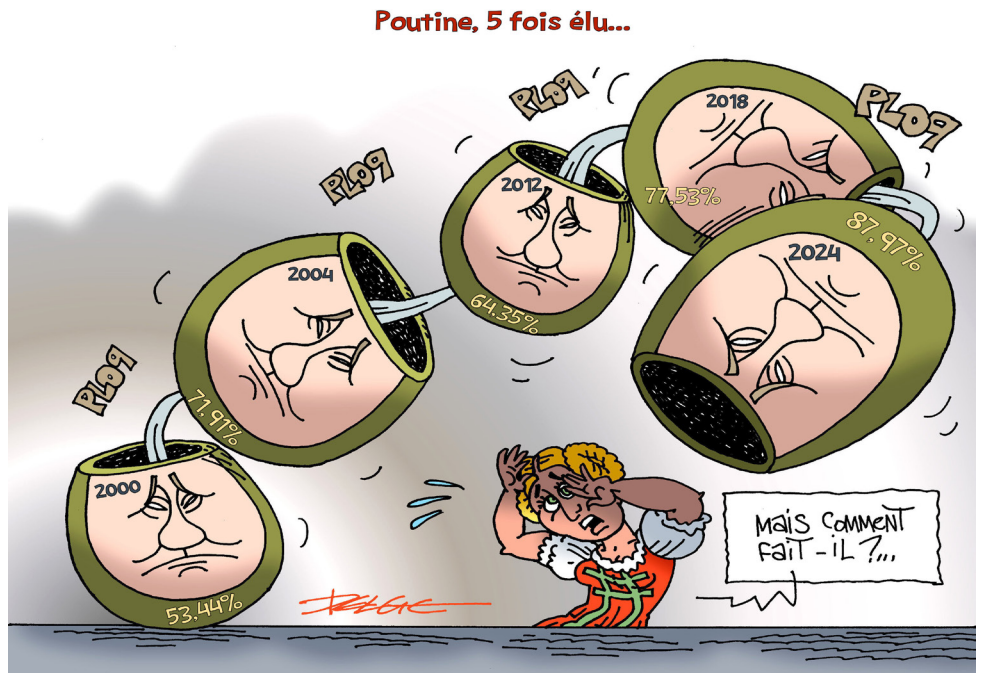
Poutine, l'enfant illégitime de l'Occident

L'ex-officier du KGB (services secrets soviétiques), Vladimir Poutine, a construit sa carrière dans l'ombre de Boris Eltsine, avec la bénédiction de l'Occident.

En 1991, lors de la tentative de coup d'État contre Mikhaïl Gorbatchev, Poutine se tient prudemment à l'écart. L'OTAN se réjouit de pouvoir contribuer à mettre à bas un homme qui avait la volonté de rénover de fond en comble le système soviétique, quitte à déboulonner la « *nomenklatura* » et à éradiquer la bureaucratie. L'occasion était trop belle pour ne pas tenter de pousser ses pions, dont le pantin Boris Eltsine, tout acquis au capitalisme occidental et avide de pouvoir et de luxe. Eltsine est une marionnette dont les ficelles sont tirées par l'Occident. Il emmène dans ses bagages le jeune Poutine, avec qui il a travaillé à Saint-Petersbourg. Le 31 décembre 1999, Eltsine, déjà cuit par l'alcool, remet le pouvoir à Poutine. C'est le début de l'ère actuelle et le retour du nationalisme panrusse à la tête du pays, ce que Lénine nommait « *le cancer russe* ».

Une politique pro-libérale et antisociale

Poutine est un fervent adepte de l'économie de marché. Admirateur de Bush junior, il va prendre une série de mesures radicales, dont la privatisation de larges secteurs de l'économie. Il ne propose pas de doctrine alternative par rapport au capitalisme financier global. Il ne veut pas le détruire ni proposer autre chose. Il entreprend par ailleurs de réduire les dépenses sociales et d'instaurer une fiscalité favorable aux entreprises et aux hauts revenus ; un taux unique d'imposition sur le revenu (13 %) est mis en place en 2001, et un nouveau code du



travail plus favorable au patronat est adopté en 2002. Les autorités ajoutent au système de retraite un système par capitalisation obligatoire ; 6 % des cotisations retraite sont ainsi dirigées non vers le financement des retraites en cours, mais vers des intermédiaires financiers ou des fonds de pension privés.

Du flirt au désamour

Cette attitude très pro-capitalisme financier international lui permet de devenir le chouchou des occidentaux, qui pensaient pouvoir le manipuler comme ils l'avaient fait avec Eltsine. Mais le personnage est d'une tout autre

envergure. Il veut faire de la Russie une puissance retrouvée et n'hésite pas à pousser ses pions, que ce soit en Tchétchénie ou en Crimée. Son ultranationalisme est un réel danger pour le monde, d'autant qu'il est doublé d'un autoritarisme sans faiblesse à l'intérieur. Car, gare à qui s'opposera au « *tsar* », certains l'ont déjà payé de leur vie. Poutine a échappé à ses « *maîtres* » qui n'ont rien vu venir. Une fois de plus, l'Occident aura fait preuve d'aveuglement et d'irresponsabilité dans cette affaire.


Roger Rio



Le Travailleur Catalan
Journal ouvert pour esprits libres !

Abonnez-vous !

Bulletin d'abonnement
à remplir lisiblement, en lettres majuscule.



Nom : Prénom :

Adresse :
N° : Rue, Bd, Av, etc... : Nom de la voie :

Code postal ou cedex : Ville :

Mail : Tél. :

Papier / 6 mois
40€

Papier / 1 an
78€

Numérique - Papier / 1 an
100€

Numérique / 1 an
66€

Je règle : par chèque à l'ordre du Travailleur Catalan

par prélèvement automatique (joindre un RIB)

Date :/..../..

Bulletin à renvoyer à : Le Travailleur Catalan, 44 avenue de Prades - 66000 Perpignan. Tél. : 04 68 67 00 88 - Mail abonnement TC : abonnements@lctc.fr
Chèque à l'ordre du Travailleur Catalan.



Siège de la Communauté de Communes Albères-Côte Vermeille-Illibérés à Argelès sur Mer

Atelier d'architecture Philippe Pous

en association avec Rafael de Caceres

Les citoyens vigilants

Il fait flèche de tout bois. Il est bien sûr dans la politique, même s'il ne reconnaît pas toujours sa droite et sa gauche, qu'il confond avec la droite. Il croit que c'est pareil. Il essaie de contenir le Rassemblement National sans beaucoup de succès. Il cherche à piéger les Républicains sans succès non plus. Il voudrait se trouver une majorité sans résultat. Il use et abuse du 49.3. Il se sert de ses élus, comme de godillots. Il les gronde ou il les jette quand ils n'obéissent pas (voir la loi immigration). Il change les ministres à sa convenance, les met sous surveillance. Macron fait de la politique !

De la politique au social

La politique le mène au social. Là il donne la pleine mesure de ses ambitions rétrogrades, les droits à la retraite sont bafoués. La nation proteste, il n'entend pas. Il rogne les droits des chômeurs. La sécu est dans le collimateur et ainsi de suite. Il n'entend rien. Après le social, l'économique, et là il tranche dans le vif des budgets votés pour économiser quelques milliards et s'attirer les grâces des agences de notation. Les salaires n'augmenteront pas. Les profits, oui ! Les patrons seront contents et lui aussi de voir que les souffrances sociales perdurent, que les services publics s'escagassent pendant que les riches, les très riches, le sont



beaucoup plus. Le politique, le « social », l'économie sont les facettes d'une activité présidentielle déjà connue, activité somme toute et avant tout réactionnaire incapable d'entendre ce que dit un peuple qui lutte.

Et puis le « sociétal »

Mais le monarque au petit pied ne se satisfait pas de ce qu'il perçoit comme une action classique qui ne donne pas assez de lustre à son règne : il s'invente des incursions « sociétales », comme pour marquer les esprits et les temps. Il veut montrer que rien ne saurait échapper à son emprise mégalomane. Il récupère Badinter et son action abolitionniste, l'aurait-il été en 1981 ? Il fait entrer au Panthéon les résistants du groupe Manouchian et il devient un peu résistant, l'aurait-il été en 44 ? Il fait voter l'inscription dans la consti-

tution de l'IVG et il devient féministe et progressiste, se surprenant lui-même et avec lui beaucoup d'élus qui hésitaient.

De la vie à la mort

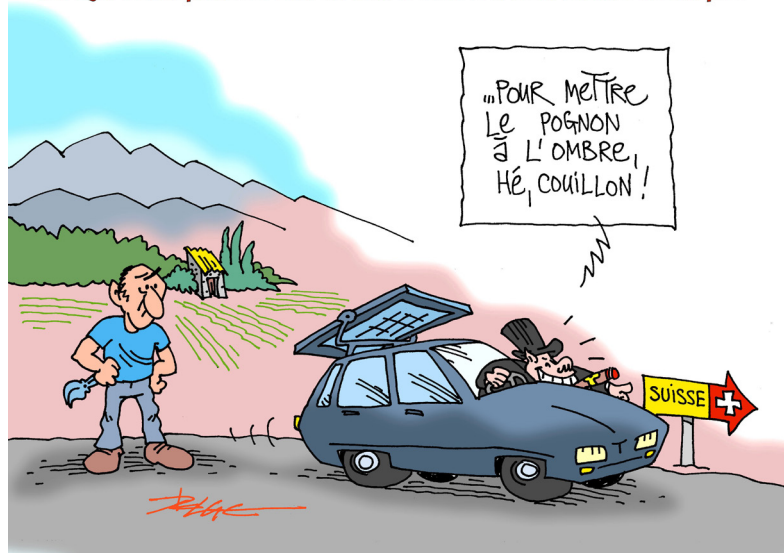
Enfin, dans la foulée, il annonce un projet de loi sur la fin de vie qui, sans le dire vraiment, nous approche de l'euthanasie : en balayant les réserves émises, en considérant qu'il s'agira là d'une avancée majeure, en mesure de nous permettre de gérer notre destin. Le tout avec une assurance sans bornes, en mettant le gouvernement hors-jeu, en considérant que les élus

ne pourront qu'acquiescer à un projet aussi bien ficelé dans sa cervelle présidentielle... ou monarchique. Les débats citoyens et publics que nécessiteraient de telles mesures seront escamotés par des sondages d'opinion qui remplaceront la réflexion collective et démocratique. Alors que la société vibre de multiples et ininterrompues aspirations à être écoutée et entendue, que l'exercice macronien du pouvoir s'assied sans vergogne sur les fondements républicains, que la question fondamentale du partage des richesses n'est jamais traitée, le pouvoir s'achemine vers une fin de règne où les confusions politiques, économiques, sociales et « sociétales » peuvent ouvrir la voie à toutes les aventures. Il faut créer un groupe de « citoyens vigilants ».

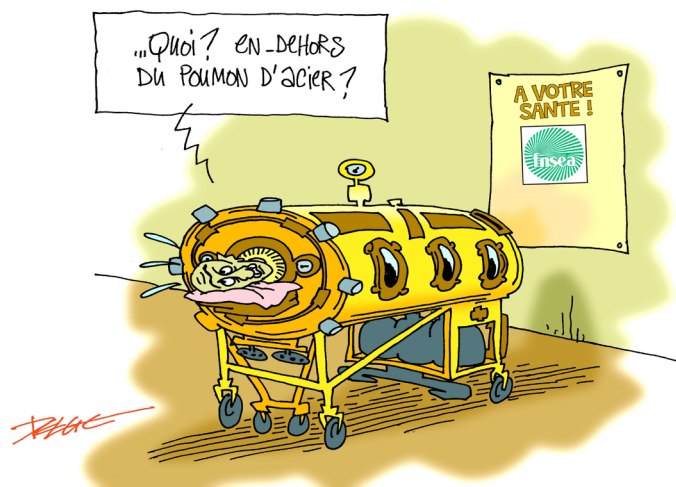
Jean-Marie Philibert

L'actu vue par DELGE

Les agri-voltaïqueurs se sont-ils barrés avec le fric en voiture électrique ?



Mais si, il y a une alternative aux pesticides...



Suivez-nous

